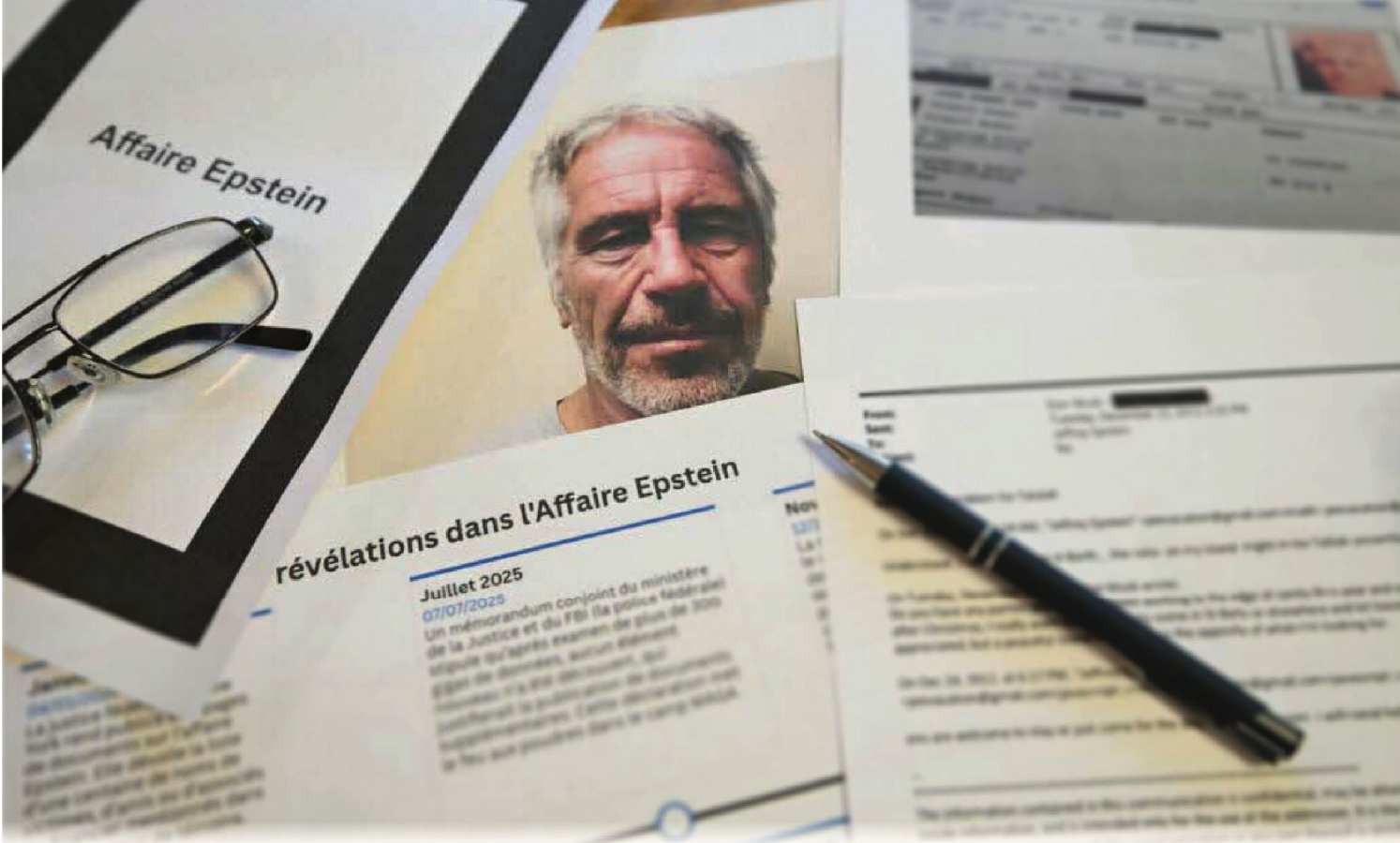




J. Epstein, le sexe et le pouvoir

• Argent, réseaux de renseignements, manipulations et préjudice



Par Dr Hichem
Karoui*

Au-delà du scandale sur le trafic du sexe et l'exploitation des mineurs, ce qui nous intéresse ici, c'est plutôt le préjudice politique causé par Jeffrey Epstein. Ce préjudice s'explique mieux comme un sous-produit de trois systèmes qui se recoupent : (1) une structure d'impunité élitiste qui protégeait un réseau de trafic sexuel, (2) un écosystème transnational de renseignement et de finance dans lequel se croisent les services israéliens, américains et autres, et (3) une « diplomatie de l'ombre » informelle autour de conflits, notamment au Moyen-Orient. Il existe des preuves crédibles qu'Epstein agissait comme facilitateur et intermédiaire pour les intérêts israéliens et les élites régionales, mais rien d'officiel comme un agent du Mossad. Et comment ! Les services secrets n'ont pas l'habitude de révéler leur personnel. Cependant, le préjudice est plus facile à retracer au niveau structurel : comment son réseau a ren-

forcé un pouvoir incontrôlable et contribué à normaliser certains alignements régionaux. C'est ce que nous allons découvrir ici.

Que sait-on réellement de l'argent et des réseaux d'Epstein ?

Au moment de son décès, la fortune d'Epstein était estimée à environ 600 millions de dollars. De nouvelles reconstructions financières suggèrent que ses deux principales entités des Îles Vierges américaines ont généré plus de 800 millions de dollars de revenus entre 1999 et 2018, dont environ 490 millions provenaient de commissions, principalement de deux clients milliardaires : le détaillant Leslie Wexner et le magnat du capital-investissement Leon Black. Grâce aux incitations fiscales des Îles Vierges américaines, ses sociétés auraient économisé environ 300 millions de dollars d'impôts.

Cela ne résout pas entièrement l'opacité de sa fortune mais montre qu'une partie essentielle de celle-ci peut s'expliquer en termes conventionnels : un trader de Wall Street qui s'est transformé en gestionnaire de fortune ultra-riche, soutenu de manière presque obsessionnelle par deux milliardaires, en particulier Wexner. Wexner a donné à Epstein une procuration étendue sur ses finances et lui a transféré des actifs importants, notamment la maison de ville de Manhattan qui est devenue la base principale d'Epstein. Cette dépendance financière est l'un des liens clés entre Epstein et les réseaux fortement pro-israéliens dans le monde des affaires et de la philanthropie aux États-Unis. Le réseau social d'Epstein comprenait des présidents américains (Clinton, Trump), des membres de la famille royale britannique, des universitaires de haut niveau, des élites de Wall Street et du monde de la technologie – et, ce qui est non moins essentiel, des personnalités politiques et sécuritaires israéliennes, en particulier Ehud Barak.

Robert Maxwell, Ghislaine et la question du Mossad

Robert Maxwell, le père de Ghislaine Maxwell, aurait, selon de nombreuses sources, mais sans que cela ait jamais été officiellement reconnu par Israël, travaillé avec le Mossad et d'autres services. Des discussions britanniques déclassifiées le décrivent comme un « agent double ou triple » potentiel, et des enquêtes l'ont lié à la vente par

le Mossad du logiciel PROMIS, équipé de dispositifs d'écoute, et à d'autres opérations de renseignement. Plusieurs livres et d'anciens agents des services de renseignement israéliens l'ont décrit comme un « *super espion* » israélien ; ses funérailles nationales fastueuses en Israël, en présence de plusieurs anciens et actuels premiers ministres, renforcent l'impression de liens profonds.

À partir de là, un lien est souvent établi : Robert Maxwell → Ghislaine Maxwell → Jeffrey Epstein → Mossad. L'ancien agent des services secrets israéliens Ari Ben-Menashe a témoigné que Ghislaine et Epstein menaient une opération de « *piège tendu par une femme séduisante* » pour le compte des services secrets israéliens, initialement dans le contexte du commerce des armes dans les années 1980. Certains associés, comme Steven Hoffenberg, ont également affirmé qu'Epstein se vantait de ses liens avec les services de renseignement, et des victimes telles que Maria Farmer ont décrit l'opération comme un réseau de chantage suprémaciste juif lié à de grands donateurs pro-israéliens.

Il s'agit d'allégations graves provenant de personnes proches des événements. Mais il ne faut pas s'attendre à ce que le Mossad, ou un officiel israélien ou américain, les confirme.

Cela n'empêche que le schéma circonstanciel est tout de même aussi étonnant que solide :

- Une famille (Maxwell) profondément impliquée dans les services secrets israéliens et dans des transactions secrètes de logiciels/armes.



Robert Maxwell et sa famille
seraient profondément
impliqués dans les services
secrets israéliens et dans
des transactions secrètes de
logiciels/armes

- Un agent (Epstein) dirigeant un réseau de trafic sexuel avec des capacités d'enregistrement systématiques et un accès aux élites mondiales.
 - Une série de projets politiques et commerciaux qui correspondent étroitement aux intérêts stratégiques israéliens.
- À ce stade, la conclusion la plus défendable est qu'Epstein opérait dans une zone grise où les services de renseignement israéliens et les réseaux pro-israéliens étaient les principaux bénéficiaires, aux côtés des États-Unis et d'autres acteurs.

Les points de contact concrets d'Epstein au Moyen-Orient

Des documents récemment publiés dressent le portrait d'Epstein comme une sorte de diplomate privé et d'agent de renseignement ayant multiplié les incursions dans la politique moyen-orientale :

• Ehud Barak et la diplomatie parallèle :

Epstein entretenait des relations étroites avec l'ancien Premier ministre et ministre de la Défense israélien Ehud Barak. Barak a reçu au moins 2,3 millions de dollars de la Fondation Wexner au milieu des années 2000 pour des « projets de recherche » opaques, à une époque où Epstein dirigeait effectivement les opérations de la fondation. Ils ont ensuite co-investi dans Carbyne, une entreprise israélienne de technologie spécialisée dans les services d'urgence, dont le personnel est en partie composé d'anciens vétérans des services de renseignement israéliens. De nouveaux e-mails montrent qu'Epstein organisait et proposait des réunions entre Barak et Sultan Ahmed bin Sulayem, le puissant directeur de DP World à Dubaï, décrivant Sulayem comme le « bras droit » du dirigeant de Dubaï et présentant ces contacts comme un moyen de tirer parti des liens émergents entre les Émirats arabes unis et Israël, des années avant les accords d'Abraham. Cela confirme qu'Epstein contribuait à établir et à monétiser des canaux de communication secrets entre des pays du Golfe et Israël.

• « Arrangements » de type renseignement autour des conflits : Des informations tirées d'e-mails divulgués et d'enquêtes de Drop Site News montrent qu'Epstein négociait ou proposait des initiatives sécuritaires et diplomatiques au nom d'Israël, notamment : il ne s'agit pas d'un travail conventionnel de gestion de portefeuille, mais plutôt d'activités informelles de renseignement et de lobbying, conformes aux priorités stratégiques israéliennes. Par exemple :

° La mise en place d'accords de sécurité entre Israël et des États lointains comme la Mongolie et la Côte d'Ivoire.

° La collaboration avec Barak pour pousser les États-Unis à prendre des mesures contre les adversaires iraniens et syriens d'Israël.

• **Actifs libyens gelés et anciens membres du MI6/Mossad** : un e-mail de 2011 figurant dans les dossiers liés à Epstein évoque la recherche des actifs gelés de la Libye (des dizaines de milliards de dollars) et mentionne explicitement la volonté d'anciens membres du MI6 et du Mossad d'aider à retrouver et à récupérer les fonds libyens « volés et détournés ». Cela suggère que le réseau d'Epstein était prêt à exploiter le chaos de l'après-Kadhafi, en utilisant de nouveau un mélange d'anciens agents des services de renseignement et d'ingénierie financière.

• **Milieu du commerce des armes (Adnan Khashoggi, Iran-Contra)** : Epstein avait auparavant des liens avec le marchand d'armes saoudien Adnan Khashoggi, un courtier clé dans l'univers secret américano-israélo-saoudien des années 1980. Khashoggi et son entourage étaient impliqués dans l'affaire Iran-Contra et d'autres arrangements clandestins dans lesquels les services de renseignement israéliens et américains ont sauvé des partenaires régionaux gênants grâce à des accords officieux. La présence d'Epstein dans ce milieu le place au cœur d'un schéma bien établi d'opérations secrètes au Moyen-Orient où se croisent sexe, argent et armes. Ainsi, si l'on s'intéresse spécifiquement à la politique au Moyen-Orient, Epstein agissait moins comme un pervers solitaire fortuné que comme un nœud dans l'architecture informelle reliant les décideurs israéliens, certains oligarques du Golfe, les membres (anciens ou actifs) des services de renseignement occidentaux et les véhicules financiers opaques.

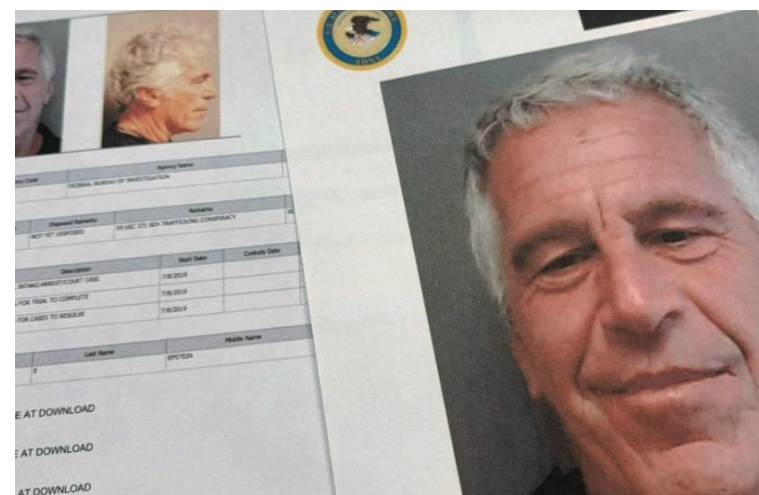
Les canaux de préjudice politique dans le contexte du Moyen-Orient

Compte tenu de ces données empiriques, comment envisager le « préjudice » ?

Kompromat et influence sur les décideurs

Il existe des preuves significatives qu'Epstein enregistrait systématiquement ses invités — caméras dans ses propriétés, témoignages de victimes et de visiteurs, et les photos publiées par le ministère de la Justice américain — d'une manière compatible avec des opérations de chantage potentielles, même si aucune « décision politique obtenue par chantage » spécifique n'a été révélée. Dans le contexte politique, ce moyen de pression pourrait en théorie être utilisé pour :

- Neutraliser les critiques de la politique israélienne parmi les élites occidentales.



L'affaire Epstein est considérée comme un des scandales les plus retentissants du XXI^e siècle

- Influencer les positions concernant l'Iran, la Syrie, les monarchies du Golfe ou les ventes d'armes.
 - Assurer la protection des oligarques amis ou des partenaires des services de renseignement liés à Israël ou à la stratégie régionale des États-Unis.
- Le fait qu'une personnalité du profil d'Epstein ait eu des contacts répétés avec les dirigeants israéliens et certaines personnalités du Golfe souligne ce potentiel. Tout réseau de kompromat impliquant les élites occidentales, israéliennes et du Golfe devient automatiquement un vecteur par lequel la politique au Moyen-Orient peut être influencée de manière invisible pour le débat public.

Renforcement des alignements autoritaires et sécuritaires

Le rôle d'Epstein dans la facilitation des premiers contacts entre les Émirats arabes unis et Israël et dans la monétisation de la coopération en matière de sécurité le présente comme un accélérateur d'une tendance qui a ensuite donné lieu aux accords d'Abraham : une normalisation fondée sur des liens militaires, de surveillance et d'investissement, plutôt que sur une quelconque résolution des droits des Palestiniens.

Le préjudice politique est ici indirect mais réel :

- Ces canaux secrets entre élites contribuent à créer des faits accomplis sur le terrain — partage de renseignements, accords portuaires, entreprises technologiques — qui facilitent la normalisation des relations entre les régimes du Golfe et Israël sans obligation de rendre des comptes démocratiquement.
- Ils renforcent un axe sécuritaire et autoritaire présenté comme un rempart contre l'Iran et l'islam politique, mais profondément investi dans

la répression des mouvements démocratiques ou fondés sur les droits dans toute la région. Epstein n'était pas l'architecte de cet axe, mais il était l'un des facilitateurs qui ont contribué à aligner les intérêts et l'argent entre Tel-Aviv et les capitales arabes concernées avant la conclusion d'accords formels.

Corruption des revendications normatives occidentales

Un autre niveau de préjudice est symbolique et idéologique. Le fait que les réseaux liés aux services de renseignement américains et israéliens semblent avoir toléré — et parfois protégé — un pédophile et trafiquant prolifique sape la crédibilité du discours occidental sur les droits humains dans la région.

Lorsque Washington et les capitales européennes sanctionnent des États pour des violations des droits humains alors qu'elles ont elles-mêmes permis à un personnage comme Epstein d'agir, le double standard est flagrant. Cela alimente le discours, largement répandu dans le monde arabe, selon lequel les « droits humains » sont un outil de commodité géopolitique. Ce préjudice discursif discrédite l'élite occidentale.

Trump, Epstein et la politique au Moyen-Orient

Voici ce que l'on sait sur la relation entre Epstein et Trump :

- Trump et Epstein fréquentaient les mêmes cercles à New York et à Palm Beach depuis la fin des années 1980. Trump a déclaré au New York Magazine en 2002 qu'Epstein était un « type formidable » et qu'ils aimaient tous deux les belles femmes « plutôt jeunes ».
- Les registres de vol et les témoignages indiquent que Trump a voyagé à plusieurs reprises dans le jet d'Epstein dans les années 1990 et qu'il a participé à des fêtes à Mar-a-Lago et à Manhattan.
- Trump a ensuite affirmé s'être brouillé avec Epstein vers 2004 et a insisté sur le fait qu'il n'était « plus un fan » après cela, déclarant avoir banni Epstein de Mar-a-Lago pour son comportement prédateur envers une jeune employée. Ces chronologies et ces motivations sont contestées par d'autres, notamment par le frère d'Epstein, Mark.

Il ne fait donc aucun doute qu'ils ont été proches pendant un certain temps. Ce qui manque, ce sont des preuves concrètes qu'Epstein ait directement exercé une influence sur Trump dans les dossiers du Moyen-Orient. Les décisions régionales majeures



Trump et Jeffrey Epstein fréquentaient les mêmes cercles sociaux de New York et de la Floride

de Trump – quitter le JCPOA, déplacer l’ambassade à Jérusalem, reconnaître la souveraineté israélienne sur le Golan, donner son feu vert aux accords d’Abraham – s’expliquent plus simplement par :

- Les liens idéologiques et personnels via Jared Kushner, David Friedman et d’autres personnalités pro-colons de son entourage.
- L’influence de donateurs tels que Sheldon Adelson et le rôle central des électeurs chrétiens sionistes.
- L’utilisation stratégique par Netanyahu du style transactionnel de Trump.

Si Epstein ou son réseau avaient détenu des informations compromettantes sur Trump, cela aurait constitué un instrument supplémentaire permettant d’assurer la protection des intérêts israéliens. Mais les informations accessibles au public ne montrent pas qu’Epstein ait dicté ou orienté des décisions spécifiques. Toute affirmation selon laquelle « Epstein a incité Trump à faire X sur Jérusalem ou l’Iran » dépasserait les preuves dans les documents accessibles au public sur le site du ministère de la Justice de Donald Trump. Cela changera-t-il dans l’avenir? C’est possible, surtout si les démocrates redeviennent la majorité aux États-Unis.

Pour le moment, une analyse plus prudente consiste à dire que les deux hommes évoluaient dans un écosystème commun dominé par l’immobilier new-yorkais, la finance et la philanthropie pro-israélienne, dans lequel les préférences israéliennes étaient constamment renforcées sur les plans social, financier et idéologique – Epstein étant l’un des nombreux nœuds plutôt que le marionnettiste.

Son ascension s’explique-t-elle par le soutien d’Israël/du Mossad ?

La question qui étonne beaucoup de monde est : comment un prof. de math non diplômé devient-il

un milliardaire courtisé par les présidents, les premiers ministres et les magnats ? Les preuves suggèrent une réponse composite :

• **Wall Street et le patronage** : Epstein a mis à profit ses débuts chez Bear Stearns et son talent pour les produits dérivés et les structures fiscales pour gérer l’argent de clients ultra-riches. La confiance quasi totale de Wexner (y compris les transferts d’actifs et la procuration) lui a donné une plateforme et une marque qu’il pouvait vendre à d’autres.

• **Arbitrage fiscal et véhicules opaques** : les sociétés des Îles Vierges américaines et une optimisation fiscale agressive ont amplifié ses rendements et lui ont permis de déclarer des revenus officiels relativement modestes tout en contrôlant des actifs importants.

• **Entreprises criminelles et quasi criminelles** : son implication dans la chaîne de Ponzi Towers Financial de Steven Hoffenberg, bien qu’il ait échappé à l’inculpation, et plus tard dans le financement du trafic sexuel, montre un schéma d’opportunisme criminel coexistant avec la finance légitime.

• **Milieu du renseignement/de la sécurité** : ses liens avec des personnalités telles que Robert Maxwell, Adnan Khashoggi, Ehud Barak et d’anciens agents du MI6/Mossad impliqués dans des projets en Libye et ailleurs montrent que son capital et ses transactions étaient étroitement liés à des opérations secrètes, à l’argent de l’armement et à des actifs provenant de pays soumis à des sanctions.

Les réseaux israéliens et pro-israéliens ont clairement joué un rôle central : Wexner en tant que mécène, le milieu du mégagroupe des milliardaires pro-israéliens, Barak et d’autres responsables israéliens qui l’utilisaient comme intermédiaire. Mais ils opéraient dans le cadre d’un système transatlantique plus large qui comprenait également les services de renseignement américains, certains oligarques du Golfe et les banques européennes. L’analyse précédente nous a permis au moins d’éclairer un point sur lequel peu de médias occidentaux ou arabes se sont attardés. En effet, nous avons essayé d’aller plus loin que le scandale moral, c’est-à-dire l’exploitation sexuelle des femmes et surtout des mineures, qui n’est en fait que l’hameçon pour accrocher et éventuellement faire chanter et soumettre des personnalités du monde politique. Ainsi, nous voyons bien que loin d’être un « cerveau », Epstein n’est, en réalité, qu’un instrument dans un système d’impunité transnational, dont le complexe du renseignement et de la sécurité israélien est l’un des piliers centraux, mais non l’unique. ■

La Tunisie et les fichiers Epstein

Citée pas moins de trois cents fois dans les trois millions de pages de documents publiés par le ministère américain de la Justice liés à l’affaire Epstein, la Tunisie n’est pas impliquée directement, ni ses institutions, dans des activités criminelles liées au lobbyiste et délinquant sexuel.



La Tunisie est mentionnée, en filigrane, quelques centaines de fois dans les trois millions de pages de documents liés à l’affaire Jeffrey Epstein publiées par le ministère américain de la justice fin janvier dernier. Au sein de ces archives, la Tunisie n’est pas centrale, mais elle apparaît à plusieurs reprises dans des échanges ou des documents de contexte international, certes souvent de manière indirecte et anecdotique.

Combien de fois la Tunisie est-elle mentionnée ?

La Tunisie est apparue plus de trois cents fois dans ces documents mais rien ne traduit une implication directe du pays ou de ses institutions dans des acti-

vités criminelles liées à Epstein, lobbyiste et délinquant sexuel.

Elles résultent en effet majoritairement de références contextuelles, de noms propres ou de notes géopolitiques où la Tunisie figure dans des listes, des lieux de passage, ou des événements internationaux mentionnés sans rapport direct avec le réseau Epstein.

Le cas le plus emblématique : un concours de mannequinat à Gammarth

Parmi les rares mentions que certains médias et blogueurs ont relevées, figure un e-mail daté de juin 2009 dans lequel un individu identifié comme Daniel Siad invite Jeffrey Epstein à un événement international de mannequins organisé dans un célèbre

To: Jeffrey Epstein(jeevacation@gmail.com)
 From: Daniel Siad
 Sent: Sun 6/14/2009 12:45:06 PM
 Subject: Model contest

Look Model Search International Final 2009 Tunisia (79 Views)

This thread is associated with an Event - Look ModelsInternational invites you to join their journey into the Middle East and Africa..... For over 20 years, Look Models international Inc. pioneered in opening and developing the Eastern and Central European markets for the modeling industry. Today, we are entering new areas of prosperous economies and incredible beauty. The Middle East and Africa. A bridge point between Europe, Africa and the Middle East, Tunis, is the new Location of our 2009 International Look Model Search final. Covered by TV stations in more than 60 countries. Look Models International Inc. is aiming to create an awareness of the global water crisis and the importance of using ecological products to the young female personalities, represented by Look Models International Inc. A philosophy and a way of life for these future top models and icons to adopt and the challenges of spreading this message to all. We will present International designers and agents from around the world. Those who believe in the business ethics and environmental responsibilities, coming hand in hand with the search and mediation of beautiful young women. Don't miss the Look Model Search Final 2009 Gala night, Saturday June 27th 2009 at the Golden Tulip Carthage Hotel, Gammarth, Tunisia. A fairy tale of 1001 nights comes true...

Hi Daniel !

we are short for some countries : Spain, Denmark, USA, England, The Baltics...if you have girls from these areas, being in Europe right now, it would be a big help ! Please write or call me [REDACTED]

Best

Wolfgang

Confidentiality Notice: The information contained in this electronic message is PRIVILEGED and confidential information intended only for the use of the individual entity or entities named as recipient or recipients. If the reader is not the intended recipient, be hereby notified that any dissemination, distribution or copy of this communication is strictly prohibited. If you have received this communication in error, please notify me immediately by electronic mail or by telephone and permanently delete this message from your computer system. Thank you.

hôtel à Gammarth, en banlieue nord de la capitale : la finale de l'International Look Model Search.

Dans cet e-mail, l'organisateur présente la Tunisie comme un point de rencontre entre Europe, Afrique et Moyen-Orient, et demande explicitement à Epstein s'il a « *des participantes* » provenant de diverses régions, ce qui implique qu'il s'agissait d'un concours de recrutement de jeunes femmes.

Ce passage est cité par certains commentateurs de l'affaire comme un exemple typique de la manière dont des événements internationaux, en apparence anodins ou culturels, pouvaient être utilisés par des réseaux d'intermédiaires pour repérer de jeunes femmes, parfois en dehors de toute transparence ou contrôle institutionnel.

Cependant, rien ne permet dans ces documents de déterminer si Jeffrey Epstein a effectivement répondu à cette invitation, ni que des personnes aient été recrutées ou exploitées depuis la Tunisie dans le cadre de ses activités illégales. Les mentions restent limitées à des échanges de correspondance sans lien en l'occurrence avec des affaires judiciaires.

Affaire de l'acquisition d'un ancien avion présidentiel

En janvier 2014, une société liée à Jeffrey Epstein, Plan D, LLC, a par ailleurs tenté d'acheter auprès de Tunisair un Boeing 737 BBJ, l'avion utilisé comme appareil présidentiel tunisien, à travers une lettre d'intention retrouvée dans les documents publiés par le ministère américain de la Justice dans les Epstein Files.

Cette lettre proposait 15 millions de dollars pour l'appareil, un prix nettement inférieur aux estimations publiques (~45 millions de dinars tunisiens) et incluait une clause de confidentialité stricte, ainsi qu'un délai de réponse très court de 48 heures. Elle prévoyait aussi un acompte d'1 million de dollars avant toute inspection technique, sans qu'il soit possible de confirmer si cet acompte avait été versé ou si l'offre avait avancé.

La tentative d'achat intervient en outre en période d'instabilité politique — juste avant la nomination d'un gouvernement de transition — ce qui pourrait expliquer pourquoi l'offre n'a pas été formalisée au niveau institutionnel.

Contextes plus larges des mentions tunisiennes

La majorité des occurrences tunisiennes dans les fichiers relève ensuite de références périphériques, dont des notes géopolitiques, où la Tunisie figure dans des listes de pays dans des échanges diplomatiques ou des comptes rendus généraux. Des analyses de presse ou rapports internes mentionnant des événements politiques ou de sécurité en Tunisie. Parmi celles-ci, certaines pièces font une brève mais significative mention de la transition politique en Tunisie après la révolution de 2011.

Un courriel daté du 14 février 2013, envoyé par Jeffrey Epstein à l'économiste Larry Summers, contient par exemple une analyse géopolitique de la région Moyen-Orient/Afrique du Nord dans laquelle se trouve une note sur la situation politique tunisienne. Dans ce texte, l'assassinat du dirigeant d'extrême gauche Chokri Belaïd, survenu le 6 février 2013, est décrit comme ayant « *infligé un terrible coup à la transition tunisienne* ».

Le même courriel explique que cet événement a entraîné une vague de protestations contre le gouvernement dirigé par le parti Ennahdha et accentué les tensions entre islamistes et forces laïques dans le pays. Cette référence n'est pas isolée : les Epstein Files incluent aussi des documents tels que des éditoriaux ou correspondances internes qui citent le déroulement et les implications de la révolution tunisienne dans le contexte plus large du « *printemps arabe* », y compris les défis institutionnels et sociaux qu'elle a suscités. La publication massive des « *Epstein Files* » a entraîné une multitude de théories, souvent amplifiées sur les réseaux sociaux, y compris en rapport avec la Tunisie. Les documents eux-mêmes comprennent néanmoins des informations non vérifiées, parfois erronées, d'où une exigence de prudence et de rigueur s'agissant de leur contextualisation. ■

Construisons l'avenir de la connectivité

